

Chronique de la grève des mineurs du Nord/Pas-de-Calais (27 mai - 6 juin 1941).

Étienne Dejonghe

Citer ce document / Cite this document :

Dejonghe Étienne. Chronique de la grève des mineurs du Nord/Pas-de-Calais (27 mai - 6 juin 1941).. In: Revue du Nord, tome 69, n°273, Avril-juin 1987. pp. 323-345;

doi : <https://doi.org/10.3406/rnord.1987.4298>

https://www.persee.fr/doc/rnord_0035-2624_1987_num_69_273_4298

Fichier pdf généré le 08/04/2018

Dit artikel sluit aan bij de twee vorige waarin de rol van de Franse kommunistische partij (PCF) in Noord-Frankrijk van September 1939 tot maart 1941 bestudeerd werd. Men kon er volgen hoe de situatie veranderde en hoe het sociale en het nationale element inwerkten, anders is het trouwens moeilijk het succes van de mijnstaking in 1941 te verklaren. Hoeveel polemieken zijn er al niet gevoerd over de «zin» van deze staking ! Het opstellen van een chronologie van de feiten is misschien het beste middel om te begrijpen waarom en hoe de staking algemeen geworden is in het bekken, en waarom en hoe ze zolang geduurd heeft (ondanks de repressie).

Dit artikel gaat in op het beeld dat de verschillende protagonisten van de staking hadden : de Duitse overheid, de plaatselijke overheid, de mijnwerkers, en uiteraard de PCF, die helemaal geen uniforme benadering van de staking had. Hoe dan ook, de wilde repressie waaraan de Franse politie en de mijnmaatschappijen openlijk meewerkten, was het begin van een nieuwe période.

Abstract

This article comes as a sequel to two others whose goals were the study of the French Communist Party (P. CF.) in the Nord/Pas-de-Calais from Sept. 1939 to March 1941. They will have allowed us to understand the evolution of the context and notably the intermingling of the social and national levels without which the success of the May 1941 miners' strike would remain inexplicable. As regards the meaning of that strike, what controversy indeed ! Establishing the chronology of the facts is perhaps the best means to understand why and how this strike became general over the whole basin, why and how in spite of (or thanks to) repression, it lasted.

The present study also endeavours to see how it was perceived by the different protagonists : the German power, the native power, the opinion, and of course the French Communist Party whose various authorities are far from achieving converging analyses ! In any case, the brutality of the repression in which the French police and the mining companies deliberately got involved opens a new period.

Résumé

Cet article se place à la suite de deux autres qui avaient pour objet l'étude du PCF dans le Nord/Pas-de-Calais de sept. 1939 à mars 1941 . Ils nous auront permis de comprendre l'évolution du contexte et notamment de l'interférence du social et du national sans laquelle le succès de la grève des mineurs en mai 1941 reste inexplicable. Sur le sens de cette grève, que de polémiques en effet ! Etablir la chronologie des faits est peut-être le meilleur moyen de comprendre pourquoi et comment cette grève est devenue générale dans le bassin, pourquoi et comment malgré (ou grâce à) la répression, elle a duré.

La présente étude s'efforce également de voir comment elle a été perçue par les divers protagonistes : le pouvoir allemand, le pouvoir indigène, l'oppression, les mineurs et, bien sûr, le PCF dont les diverses instances ont loin d'avoir une analyse concordante ! Quoiqu'il en soit, la sauvagerie de la répression à laquelle la police française et les compagnies minières ont ouvertement prêté la main ouvre une nouvelle période.

Chronique de la grève des mineurs du Nord/Pas-de-Calais

(27 mai - 6 juin 1941)

Que de débats sur le sens de la «grève des dix jours», qui rappelleraient les discussions sur le sexe des anges, si les intentions qui les inspiraient n'étaient pas aussi incarnées ! Curieux rétrécissement, celui de l'historien qui, s'interrogeant sur les raisons de ses inspireurs, oublierait les 100.000 acteurs qui leur obéirent et dont la majorité ne se composait pas, loin s'en faut, de communistes. Curieuse dichotomie que cette dissection du cerveau des mineurs pour savoir la part respective qu'y tenaient les motivations alimentaires ou anti-allemandes, comme si elles ne se mêlaient point. L'homme ne vit pas seulement d'idéal, mais aussi de pain. Chaque fois que le parti a lancé une action sans tenir assez compte du soubassement social qui aurait dû la porter, il a couru à l'échec. Du reste, de grève *uniquement patriotique*, exceptés bien entendu les arrêts symboliques d'une ou plusieurs heures, il n'existe qu'un seul exemple pendant toute la guerre. Il s'agit de la grève insurrectionnelle de la libération que les ouvriers entamèrent au moment où l'occupant s'en allait et dont ils savaient qu'elle leur serait payée. Toutes les autres, à partir de mai 1941 -et ce quels que furent les objectifs au départ des meneurs -ont mélangé le social et le national.

Ce qui frappe dans ce qu'on a appelé «la grande grève» est son ampleur et sa longévité, malgré la répression qui s'abat sur elle. Alors que les débrayages en avril, purement revendicatifs, durent deux ou trois jours et ne débordent guère des alentours qui les ont vu naître, celui du 27 mai ne meurt que le 9 juin, après avoir gagné toutes les concessions, celles qui ont rejoint la lutte le plus tard étant les dernières à céder (Bruay et Ligny par exemple, à dominante socialiste avant guerre). Ainsi que le remarque Pannequin¹, l'élan a crû au même rythme que les persécutions. C'est une véritable ambiance de guerre qui s'instaure dans le bassin, au sens propre du terme. Chaque camp a son état major, ses troupes,

Etienne DEJONGHE : Maître de Conférences à l'Université de Lille III, 308, avenue de Brigode - 59653 Villeneuve d'Ascq.

1. — R. PANNEQUIN, *Ami, si tu tombes*, Paris, 1976.

ses supplétifs, son intendance, ses estafettes, son service de statistiques, si bien que le conflit prend l'aspect d'un duel entre, d'une part les communistes et la masse des ouvriers qui les suivent, d'autre part *l'occupant* qui a pris *aussitôt* les choses en main, l'administration et la police française, les compagnies houillères apparaissant en l'occurrence comme des auxiliaires, par ailleurs très efficaces et très consciencieux.

Et l'opinion ne s'y trompe pas. «Jamais une grève n'a été aussi populaire» affirment avec raison les journaux communistes. Ils en voient la preuve dans la générosité avec laquelle les habitants des deux départements souscrivent aux collectes, dans la spontanéité avec laquelle sur le terrain, de jeunes inconnus -socialistes ou chrétiens- offrent leurs services aux équipes d'afficheurs qu'ils rencontrent. «Solidarité de classe», «vague de fond comparable à celle de 1936», expliquent après coup les tracts du parti. En réalité, une joie sauvage, une sorte de fierté de voir l'opresseur en difficulté, une sympathie agissante pour ceux qui ont eu le courage de relever la tête. Nul doute qu'aux yeux de la population comme des autorités, l'aspect antiallemand du mouvement ait occulté ses autres caractères. Il suffit d'écouter les bobards qui circulent à Lille et Roubaix sur les cruautés teutoniques dans les mines, pour s'apercevoir qu'elles se raccrochent, trait pour trait, aux souvenirs de l'invasion 40. De leur côté, commissaires de police, préfets et sous-préfets s'accordent à reconnaître que les «extrémistes» ont misé avec adresse sur «le vieux fonds patriotique français, qu'ils ont bénéficié du secours des gaullistes et de la radio anglaise» dont les appels à la révolte ne sont pas étrangers au déclenchement des troubles», que les gens du Nord s'attendaient d'ailleurs à un bombardement de soutien et qu'ils ont été très déçus de ne pas le voir venir. De là à soupçonner que *l'intelligence service* fût la véritable instigatrice de l'agitation, il n'y avait qu'un pas que les allemands franchissent. Ne croyaient-ils pas que deux de ses agents étaient descendus de Paris pour organiser la subversion.?

En *acquérant* une dimension patriotique, la grève de mai entraîne une réaction d'électrolyse. Elle associe dans un combat unique lutte de classe et aspiration nationale, deux sentiments qui jusqu'alors se côtoyaient voire se neutralisaient. Durant la drôle de guerre, c'est au nom des nécessités de la victoire que la réaction patronale se développe sans qu'aucun programme de paix ne vienne la compenser. Or, elle se poursuit et se consolide après la défaite au profit et avec la complicité de l'occupant.

Néanmoins, de par la volonté communiste, les premiers débrayages restent purement revendicatifs. Conflits sociaux et haine de l'étranger n'interfèrent pas encore, sinon dans les esprits, du moins sur le plan de l'action. C'est la grève de mai qui par sa violence opère chez les ouvriers un renversement de la hiérarchie des valeurs. Désormais, *il leur apparaît nettement que les compagnies sont au service de l'occupant et non l'inverse. Ce déplacement de l'ordre des grandeurs est un événement capital.* Il donne à l'espérance patriotique, un contenu révolutionnaire, libération nationale et libération sociale se confondent en une seule et même cause. Un reclassement

qui précède celui d'un parti communiste visiblement dépassé par l'ampleur de son succès, dont il cherche à restreindre le sens.

En cette fin du mois de mai, la *Militärverwaltung* de Bruxelles a des raisons d'être amère. Elle sait que la disette est irrémédiable, Berlin restant sourd à ses mises en garde. En vain, l'a-t-elle averti, que les ouvriers ne croient plus aux promesses allemandes d'un meilleur ravitaillement, que «leurs réserves de calme s'épuisent au même titre que leurs réserves de force physique», qu'il est illusoire d'attendre d'eux plus de rendement sans une augmentation parallèle des rations². Toutes les grèves qui, depuis avril, éclatent çà et là ont des motifs alimentaires. La dernière, celle des bassins de Liège et de Campine a duré une semaine, mobilisant du 17 au 24 mai plus de 7.000 mineurs qui n'ont cédé qu'après avoir obtenu certains avantages. Néanmoins, la *Militärverwaltung* minimise le contenu politique de tels débrayages. Ses rapports distinguent nettement l'agitation sociale de l'agitation nationaliste partout en progrès. Les autorités françaises ne partagent pas son avis. Autant que les restrictions, la relance de la collaboration et la politique intérieure de Vichy exaspèrent les couches populaires dont les critiques contre le régime n'épargnent même plus le Maréchal. Or, ce mécontentement grandissant, le P.C. tente de le récupérer en rassemblant dans son front national, tous les courants de l'opposition : les gaullistes, les anticléricaux, les socialistes, les travailleurs chrétiens. Tactique redoutable, car à la différence de la Belgique voisine, le Parti est ici bien enraciné, notamment dans le coin rouge des mines. Le 1^{er} mai a d'ailleurs été pour lui l'occasion d'y manifester sa puissance. Ce jour-là, les communes ouvrières ont été inondées de tracts, couvertes de drapeaux rouges que les militants suspendirent aux fils électriques ou à des endroits invraisemblables. Depuis, un tas d'indices laissent penser aux renseignements généraux que les communistes préparent une action de grande envergure. Elle aurait lieu, disent les informateurs, aux alentours de juin.

«Il n'était pas sorcier de deviner qu'il allait se passer quelque chose» commente A. Lecœur³. Il est à l'époque responsable régional. Usant de ses fonctions, il a confié la direction politique (le P) du département du Nord à Gustave Lecointe. «Nous avons mis les bouchées doubles», poursuit-il. Le fruit étant mûr, il convenait, afin de ne pas se laisser surprendre, de tenir prêts les cahiers de revendication, de veiller à ce que les comités de puits aient, le moment venu, des liaisons suffisantes avec les équipes fédérales, de prévoir planques et groupes de protection pour les meneurs poursuivis. Autant de précautions que la solide organisation du bassin permettait d'assurer. A cette date, le ruban houiller est découpé en plusieurs secteurs : trois dans l'arrondissement de Béthune, quatre

2. — Lagebericht juin 1941 (50-96) ??

3. — Interview

dans le district de Douai - Valenciennes. Les J.C., sous la conduite de Julien Hapiot à Lens, de Germinal Martel à Lille, y ont accompli un travail remarquable. Ce sont eux qui garantissent les liaisons, animent les C.U.S.A., fournissent les gros des unités d'O.S. Conçues en novembre 1940, celles-ci ne compteraient en juin 1941, selon André Pierrard et Michel Rousseau, que quatre à cinq membres dans le Nord, sept ou huit dans le département voisin. «Ce qu'ils ont accompli n'est consigné dans aucun rapport», précisent ces auteurs, «on fait confiance au P qui les impulse». Chargés de couvrir les camarades lors des manifestations, ils reçoivent pour la première fois pendant la grève de mai, l'ordre de s'en prendre, *s'il le faut*, aux allemands.

La première semaine, 27 mai - 1^{er} juin *

La grève part, le 27 mai, de la fosse 7 de Dourges, dite du Dahomey, cette place-forte communiste où avait été fondé la premier C.U.S.A., lequel avait encore la veille travaillé à son déclenchement. Une note du directeur Souлары au président de la chambre des houillères, Bucher, nous en dit les causes et les circonstances.

«A partir du 16 avril, nous avons commencé à réintroduire dans quelques tailles, choisies parmi celles qui s'y prêtaient le mieux, le paiement des ouvriers à l'abattage par équipes, d'abord au siège 2 bis, puis progressivement, au cours des quinzaines suivantes, aux autres sièges de la Société. Au siège 7, réservé pour la fin, cette organisation a été introduite le 16 mai dans deux tailles seulement, mais dès le début, sous l'inspiration des meneurs, qui ont été jusqu'à faire distribuer au fond des circulaires, les ouvriers de ces deux tailles se refusèrent au groupement par équipes indiquées par le porion du quartier. Ce matin 27 mai, le porion ayant voulu exiger que les ouvriers travaillent par équipes aux emplacements fixés par lui, les ouvriers cessèrent le travail et allèrent débaucher les autres ouvriers du même quartier. A signaler en particulier, dans ce travail de débauchage : Brulé Michel, Houillez Georges, Florecq Voltaire qui furent rencontrés par le chef porion à l'étage 400, alors que leur travail se trouve à l'étage 330.

«L'extraction était complètement arrêtée à onze heures du matin, et le poste d'après-midi n'est pas descendu.»

Averti à l'heure du déjeuner, Lecœur prévient aussitôt les chefs de secteur. De leur côté, Michel Brulé et son équipe s'emploient à débaucher les autres puits de la concession. Rien, ni personne ne viennent les déranger. Les Allemands, en effet, ne sont alertés qu'à 17 heures. Ils reprochèrent plus tard amèrement aux autorités françaises, ce décalage.

Le lendemain, quatre fosses de Dourges se solidarisent avec le Dahomey. Cependant, les tracts répandus la nuit précédente et durant la journée marquent encore quelque flottement quant aux buts réels et à l'extension possible du mouvement. Certains se bornent à l'objet précis du litige : le marquage des bois et le calcul des prix de tâche. D'autres

vont plus loin que les simples questions salariales et posent comme conditions de la reprise, outre le libération de Voltaire Florecq et l'arrêt des poursuites, un meilleur ravitaillement, plus de savon, la cessation des brimades, la fin des déclassés, bref des requêtes valables pour toutes les sociétés houillères. Néanmoins, Michel Brulé, dans le cahier qu'il envoie au siège de la compagnie, ne rejette pas l'hypothèse d'une négociation. «Nous n'avons aucune raison de prolonger le conflit, conclut-il... Si la direction juge utile de discuter de ces revendications, une délégation se présentera à l'heure et à la date fixées (par elle) par voie d'affiche». Mais, ce même jour du 28, l'équipe fédérale réunie à Lens décrète, au nom «du comité central des C.U.S.A.», la grève générale. 35 agents de liaison, précise Lecœur, partent immédiatement, munis des consignes et des cahiers-modèles de réclamations. «Il est demandé aux militants, y compris ceux de la direction, de se mettre «in loque ed fosse», de pénétrer sur les carreaux, aux lampisteries, aux lavabos et d'appeler les ouvriers à cesser le travail». Précaution élémentaire : les propagandistes doivent être couverts par un groupe de protection et n'agir que dans les lieux où ils ne risquent pas d'être reconnus. Dès lors, les tracts ne reflètent plus que la détermination des meneurs. Un numéro spécial de *La vie ouvrière* (édition du Pas-de-Calais) est tiré, qui invite «toute la classe ouvrière à s'engager dans la bataille, aux côtés des mineurs»⁴.

Le jeudi 29, la grève gagne Courrières, où existent des comités de puits actifs, et Ostricourt, où selon les rapports de police, des «éléments extérieurs» la déclenchent.

«Ce matin, au 1^{er} poste de la fosse 7, 240 mineurs sur un effectif total de 670 se sont présentés au travail. Les ouvriers ne prirent pas leurs lampes comme de coutume et ne descendirent pas au fond. Aux questions qui leur étaient posées par les porions, ils opposèrent un mutisme complet et aucune délégation ne se forma pour présenter les revendications des grévistes qui quittèrent les lieux. Après leur départ, la direction constata la présence sur un panneau en bois prévu à cet effet d'une affiche manuscrite... Elle dit en substance : «La grève est générale dans les mines de Lens, de Dourges et d'Hénin-Liétard. Revendications : ravitaillement en denrées alimentaires - savon - augmentation des salaires. Il semble bien que la consigne de grève venue du Pas-de-Calais a été donnée *verbalement* aux ouvriers qui y ont d'ailleurs adhéré sans résistance apparente»⁴.

Le vendredi 30, c'est au tour de Carvin et de l'Escarpelle d'être touchés, suivis le 31 par les fosses Saint-Marc et Agache d'Anzin. Il y aurait alors, d'après les tables de l'O.F.K., plus de 10.000 «Streikanden», chiffre encore jamais atteint dans le ressort du *Militärbefehlshaber* et de surcroît trompeur, puisqu'il ne comptabilise par les ouvriers qui, sans désertier la taille, pratiquent la grève sur le tas. (exemples : Thivencelles, l'Escarpelle).

4. — Tracts et rapports police ADPdC 12406

Grève du 27 au 31 mai - Sources : recensements des K.K.

| Compagnies | Effectifs | 27 mai | | 28 mai | | 29 mai | | 30 mai | | 31 mai | |
|------------|-----------|----------|---|----------|----|----------|-----|----------|----|----------|----|
| | | En grève | % | En grève | % | En grève | % | En grève | % | En grève | % |
| Dourges | 6.676 | 550 | 8 | 2.371 | 34 | 3.349 | 50 | 2.133 | 30 | 3.373 | 50 |
| Courrières | 11.607 | | | | | 706 | 6 | 4.662 | 43 | 8.227 | 74 |
| Ostricourt | 3.045 | | | | | 761 | 25 | 1.129 | 37 | 718 | 24 |
| Escarpelle | 1.331 | | | | | 74 | 5,7 | 544 | 42 | 610 | 47 |
| Carvin | 1.560 | | | | | | | 200 | 13 | 310 | 20 |
| Anzin | 3.963 | | | | | | | | | 689 | ? |

Les Allemands n'ont compris que peu à peu la gravité de ce qui se passait. Ils continuent durant cette semaine à manier classiquement la carotte et le baton, quoiqu'è cette fois, le baton tape dur et, indice inquiétant, sans résultat.

Le 27 mai, c'est seulement à 19 heures que le Docteur Kuspert convoque à la Kommandantur de Béthune le préfet, le sous-préfet et le directeur de Dourges. Il ordonne, après deux heures de discussion :

1. L'arrestation immédiate de Brulé, de Houillez et de Florecq.
2. De lancer un appel aux grévistes par l'intermédiaire du délégué. Celui-ci est autorisé à leur promettre que sitôt la reprise, leurs doléances «justifiées» seront prises en considération.
3. D'installer au «Dahomey» un service d'ordre. Il sera assuré par la maréchaussée. Mais un petit détachement de Feldgendarmes se tiendra à l'intérieur des bâtiments, prêt à intervenir au cas où elle serait débordée.

Le dispositif n'a pas à jouer puisque 60 mineurs seulement sur un total de 630 se présentent au travail le lendemain. En outre, les premiers tracts saisis et les premiers débrayages en chaîne prouvent à l'occupant «qu'il ne s'agit pas d'un conflit salarial limité à une entreprise mais bien d'une action sociale et politique d'une grande ampleur»⁴. Il réagit aussitôt. Les renforts arrivent, encore prélevés sur les maigres réserves dont l'O.F.K. dispose. A chaque relève, la troupe envahit les sièges enfiévrés, tandis que des patrouilles circulent dans les cités voisines. Et les arrestations commencent. Elles sont effectuées avec le concours de policiers et gendarmes français qui servent «d'éclaireurs» dans le dédale des corons, à partir de deux sortes de listes : celles des compagnies établies sur la foi des rapports des ingénieurs de fosses et des gardes des mines, celles du S.D., complétées par les listes préfectorales, qui contiennent les noms des communistes connus. Le 28 mai, 27 mineurs d'Henin-Liétard sont appréhendés et embarqués sur les camions de l'organisation Todt en direction de Valenciennes, 32 le lendemain. A Ostricourt, le 30 mai, le docteur Schensky, référent du groupe Bergbau, menace de faire emprisonner un gréviste sur dix ; plus modéré, le Docteur Heidemann se contenterait de 25 ouvriers par poste. Le 31, s'étant aperçus que les principaux agitateurs avaient jusqu'ici échappé aux poursuites, les Allemands décident

de changer de tactique : Désormais, ils opéreront aux aurores, afin de prendre les coupables au saut du lit.

S'il réprime, l'occupant ne renonce cependant pas encore à user simultanément de la persuasion. Il n'a pas mis fin aux distributions du «train bavarois», ni interdit au *Grand Echo* d'annoncer, le 1^{er} juin, un relèvement prochain des salaires. A Douai, il a laissé entendre aux syndicalistes officiels que, le calme revenu, les rations seraient augmentées et la majorité des détenus, libérés (Et pourquoi ne le croirait-on pas ? Cela ne s'était-il pas passé ainsi en avril, à Anzin et à l'Escarpelle ?). Des délégués, il attend d'ailleurs qu'ils expliquent clairement à leurs camarades «qu'aucun pourparler n'est à prévoir, tant que cette grève stupide ne sera pas terminée et qu'elle n'a aucune chance de succès». Hélas, il apparaît très vite que ces délégués sont manifestement apeurés et sans influence ! C'est contraints et forcés qu'ils accompagnent le préfet du Pas-de-Calais dans sa tournée des points chauds. Leur discours n'éveille qu'indifférence et mépris. Ils ne vont pas tarder à s'éclipser.

Consolation pour les Allemands : leurs relations avec les services français sont allés, au cours de la semaine, se resserrant. Sociétés houillères et commissariats les informent du moindre incident et leur fournissent des statistiques journalières. Du Sous-Préfet de Béthune, le Docteur Thomas déclare qu'il les renseigne parfaitement. A Lens comme à Douai, des conférences régulières réunissent autour du Kreiskommandant et des référents du «groupe Bergbau», chefs d'exploitation, administrateurs et inspecteur de l'arrondissement minéralogique. Malgré cela, les autorités militaires ne sont pas, en cette veille de Pentecôte, rassurées. Le lundi 2 n'étant pas chômé, elles craignent que les troubles jusqu'alors circonscrits à quelques concessions ne déferlent sur l'ensemble du bassin. C'est ce qu'espère en effet l'équipe fédérale, déçue de ce que le mouvement n'ait point débordé («Lundi, ce sera tout ou rien» confie A. Lecœur). Aussi, des deux côtés, la journée du dimanche ressemble-t-elle à une veillée d'armes. Chez les communistes, on prépare tracts et manifestations, on se répartit les sièges à visiter. A l'O.F.K., le général Niehoff tient un véritable conseil de guerre. La grève, proclame-t-il, doit être brisée coûte que coûte. Il faut en conséquence, procéder à des «arrestations massives», installer dans les arrondissements en crise des tribunaux spéciaux, dont les sentences seront immédiatement publiées, user enfin des mesures de rétorsion indirectes, économiques ou psychologiques (la saisie des postes de radio par exemple). Cela suppose de nouveaux moyens. Des unités de Feld-gendarmes et de «Landeschützen» arrivent à la rescousse. Ces dernières seront placées sous les ordres d'un commandement unique. La situation exige en effet une coordination meilleure entre les Kommandanturen, une séparation nette des tâches administratives et militaires.

*Le paroxysme - 2 juin-4 juin **

Le 2 juin, la grève se répand à l'Est et à l'Ouest du bassin, colportée, disent les sous-préfets, selon les méthodes habituelles du parti, par des agents anonymes, «certains recouverts d'une cagoule». A Lens, en tout cas, c'est l'équipe fédérale elle-même qui a engagé les mineurs à déguerpir («Ils sont partis comme une volée de moineaux» se souvient A. Lecœur.)

Le 3 juin, toutes les concessions, ainsi que les usines annexes (cokeries, centrales etc..) sont touchées. Seules restent dehors *pour l'instant*, les trois petites sociétés de Crespin, Douchy et Ligny.

Le 4, c'est l'apogée. 80 % des mineurs ont cessé le travail. Le mouvement se propage aux autres industries, gagne la périphérie (tuileries de Phalempin), se durcit à la filature Agache de Seclin, où se succèdent depuis le 30 mai, dans les ateliers peuplés d'ouvrières originaires des mines, de courts débrayages.

Le 5, très léger fléchissement aux houillères (76 % de grévistes). Mais la police craint que l'agitation se répande «comme une tache d'huile» dans le textile à Roubaix, aux sucreries Beghin de Faches-Thumesnil, dans les constructions mécaniques (Fives-Lille-Cail et Marquette).

Grèves dans les usines «extraminières» - Sources : inspection du Travail

| Date | Etablissements | Lieu | Effectifs en grève | Reprise |
|---------|-----------------------------|------------------|--------------------|---------|
| 30 juin | Filature de lin | Seclin | 450 | 6 juin |
| 3 juin | Tuileries | Phalempin | 88 | 5 juin |
| 4 juin | Amoniaque | Liévin | 315 | 9 juin |
| " | Amonia | Wingles | 300 | " |
| " | Finalens | Douvrin | 800 | " |
| " | Marles-Kuhlman | Choques | 240 | " |
| " | Usine à cuivre | Wingles | 52 | " |
| " | Electro-chimie | Wingles | 152 | " |
| " | Société Disticoke | Douvrin | 350 | " |
| " | Bracq (C. Mécanique) | Lens | 65 | " |
| " | Génie civil | Lens | 500 | " |
| " | Céramique | Beughin la Comte | 315 | " |
| " | Ateliers des chemins de fer | Bully-Grenay | ? | " |
| 5 juin | Ets Rigot-Stalars | Marquette | 60 | 9 juin |

* Voir cartes hors-texte.

**Grève des mineurs - 3 juin-10 juin 1941. Pourcentage des grévistes :
statistiques des Kreiskommandanturs**

| Pas-de-Calais | Effectifs | 3/6 | 4/6 | 5/6 | 6/6 | 7/6 | 9/6 | 10/6 |
|---------------|-----------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|
| Courrières | 11.067 | 90 | 85 | 86 | 86 | 34 | 0,5 | - |
| Carvin | 1.560 | 70 | 80 | 80 | 70 | 11 | 1 | - |
| Dourges | 6.676 | 70 | 93 | 66 | 30 | 10 | 6 | - |
| Lens | 13.845 | 48 | 70 | 70 | 76 | 74 | 5 | - |
| Liévin | 6.516 | 60 | 77 | 80 | 86 | 25 | - | - |
| Ostricourt* | 5.800 | 60 | 70 | 28 | 8 | 4 | - | - |
| Escarpelle* | 5.354 | 90 | 94 | 48 | 30 | 10 | - | - |
| Béthune | 8.005 | 38 | 80 | 81 | 95 | 93 | 28 | - |
| Drocourt | 2.697 | 74 | 80 | 87 | 82 | 11 | - | - |
| Ligny | 597 | - | 91 | 91 | 89 | 89 | 90 | 34 |
| Clarence | 926 | 17 | 17 | 26 | 50 | 50 | 6 | - |
| Nœux | 7.723 | 74 | 82 | 82 | 74 | 77 | - | - |
| Marles | 9.437 | 66 | 85 | 80 | 72 | 33 | - | - |
| Bruay | 10.448 | 4 | 78 | 68 | 87 | 87 | 585 | 10 |
| Nord | Effectifs | 3/6 | 4/6 | 5/6 | 6/6 | 7/6 | 9/6 | 10/6 |
| Aniche | 11.592 | 32 | 62 | 62 | 55 | 48 | 15 | - |
| Anzin | 16.000 | ? | 80 | 60 | 60 | 49 | 13 | - |
| Crespin | 287 | - | 5 | - | - | - | - | - |
| Douchy | 4.000 | - | - | 75 | - | - | - | - |
| Thivencelles | 1.112 | 30 | 55 | 40 | 26 | 15 | - | - |
| Vicoigne | 920 | - | 16 | - | - | - | - | - |

Pendant quatre jours, cela a été l'escalade. A la répression qui se déchaîne, répond la détermination des rebelles, des femmes en particulier.

Au retour de Bruxelles où il était allé rendre compte, le général Niehoff rédige, le soir du 2 juin, deux proclamations dont les affiches diffusées le lendemain et les jours suivants, à plus de 30.000 exemplaires, seront à peine posées, lacérées ou maculées : l'une *somme* les grévistes de retourner à l'ouvrage, l'autre les avise que onze des leurs ont été condamnés par la cour martiale à cinq ans de travaux forcés. Aux préfets qu'il convoque à 18 heures, il inflige une semonce que ceux-ci s'empressent de répercuter à leurs subordonnés.

«De graves mesures sont envisagées», commentent-ils, «il faut à tout prix en éviter l'application. Faites tout ce que vous pouvez pour que les grévistes soient *verbalement* informés des menaces qui pèsent sur eux. Dans leur intérêt, le travail doit *reprendre immédiatement*. Ils ne peuvent pas ne pas le comprendre, quels que soient les mots d'ordre reçus de la part de ceux qui ne visent qu'à créer le désordre en exploitant leur crédulité». ⁵

5. — ADN 1239 et AN Fonds Barnaud - ADPdC SC 981

A titre de preuve, Carles et Bussières joignent copie des instructions du commandant en chef :

«Il n'est pas question d'accorder des concessions aux exigences de grève, de quelque nature que ce soit. Si certaines améliorations dans l'attribution des denrées alimentaires étaient possibles, elles seront appliquées plus tard pour qu'il n'y ait aucun rapport avec l'exigence de grève... Le maintien de l'ordre et de la sécurité sera assuré par les troupes allemandes, pour autant que la police exécutive ne serait pas en mesure de le faire. J'appelle toutefois votre attention sur le fait qu'il est de votre devoir d'empêcher avec toutes les forces à votre disposition... toute perturbation de la vie publique. Je fais une obligation à tous vos services de se tenir continuellement en liaison avec les Kreiskommandanturs. De vous, j'attends que vous me signaliez le plus vite possible tous les incidents importants⁶.»

Conformément aux directives, les préfets dépêchent sur les lieux des inspecteurs en civil et le maximum de gendarmes. Ils ont pour consigne de pourchasser les meneurs, de briser les piquets de grève, d'interdire les manifestations. Mais leur petit nombre, le mépris qu'ils provoquent dans la population, indignée de les voir opérer de concert avec les «boches», les empêche d'accomplir convenablement leur mission.

«Le service de répression est en dessous de tout, constate le commissaire de Sallaumines, personne ne le respecte». «La gendarmerie et la police française ont confirmé leur insuffisance», écrit de son côté le Docteur Rittmeyer. «Certes, leurs membres pris isolément n'étaient pas des «tire au flanc» mais, soit en raison de leur petit nombre, soit en raison de leurs propres opinions politiques ou de leurs liens familiaux, ils ont manqué d'autorité. Les Français n'ont effectué que peu d'arrestations de leur propre chef. En général, ils se comportèrent plutôt comme des indicateurs⁷».

Ce sont donc les Allemands qui prennent les choses en main. L'armée quadrille le bassin. Non seulement, l'O.F.K. y a engagé ses réserves, ramenant d'Hesdin, de Saint-Omer et autres régions calmes, les unités de Landeschützen dont elle a l'usage, mais elle a reçu en renfort deux bataillons des O.F.K. voisines, une compagnie d'automitrailleuses, 24 groupes de gendarmerie et surtout des éléments du 16^e régiment de sécurité dit régiment Clüver, un corps d'élite, le meilleur dont dispose Falckenhausen pour maintenir l'ordre. Ces formations ont été placées sous le commandement unique de l'Oberstleutnant Muther. Celui-ci a installé son Etat Major dans les «grands bureaux» de la compagnie de Lens. Une

6. — ADN 1239

7. — Rapports de la KK Béthune, synthèse de la MO.

carte du labyrinthe minier, piquée de petits drapeaux, a été étalée dans la salle de réception. C'est là que se tiennent les «breefings» en présence parfois du général Niehoff ou de conseillers supérieurs venus de Bruxelles aux nouvelles (Reeder par exemple). De là, partent les ordres aux chefs de bataillons qui ont établi leurs P.C. à Valenciennes, Béthune, Carvin et Hénin Liétard. La zone houillère a été en effet partagée en «secteurs de combat», chacun pourvu de «troupes d'alertes» et d'unités de «protection». Il revient aux premières de multiplier les patrouilles, d'intervenir au moment des relèves ou quand il y a des troubles. Les secondes sont accaparées par les tâches de garde. A elles, le soin de surveiller les réseaux téléphoniques, le camp d'approvisionnement de la marine à Béthune, les magasins du S.A.H.⁸, les cartoucheries, l'usine thermique de Dourges, le transformateur de Beuvry et autres installations vitales. Il leur faut également apporter une aide technique aux compagnies en leur fournissant, quand elles le demandent *par écrit*, les travailleurs nécessaires pour maintenir en état de marche les centrales de gaz et d'électricité. Quant aux Feldgendarmes, spécialisés dans les arrestations, ils restent sous la dépendance des Kreiskommandanturs, dont le personnel a été, lui aussi, renforcé, ne serait-ce que parce que les tribunaux spéciaux ne chôment pas⁷.

Mais les grévistes sont bien organisés pour résister : une direction unique, un bon réseau de planques pour les meneurs qui tel Brulé doivent plonger dans la clandestinité, des liaisons maintenues avec les «comités d'union» qui dans chaque puits mènent la lutte et ce, malgré l'ordre reçu par la police d'interpeller systématiquement les vélocipédistes. Aux camarades mal encadrés, à ceux des autres industries qui rejoignent le mouvement, des tracts enseignent la façon de rédiger les cahiers de revendications, comment les faire parvenir aux patrons, s'il faut on non composer des délégations. Ils expliquent aussi, car le besoin s'en fait cruellement sentir, comment créer des «comités de collectage», la manière de gérer et de répartir les fonds recueillis.

Cependant l'état de siège impose de nouvelles formes de combat. Les carreaux, occupés par la troupe, étant devenus des «pièges à militants», mieux vaut arrêter les mineurs à l'entrée des corons. Ce sont les femmes qui s'en chargent.

Déjà le 30 mai, le commissaire d'Elvin-Malmaison signalait leur arrogance. Elles manifestent, pour la première fois à Liévin le 31 mai, une seconde fois, deux jours plus tard à Hénin pour exiger la libération de deux détenues. Treize d'entre elles, repérées par les gardes des mines et la police, sont, le soir même, appréhendées par les Feldgendarmes. Dès le 2 juin, leur rôle devient capital. Elles sont présentes en permanence près des puits qui débrayent et dans les cités, multiplient les cortèges (de 2 à 600 personnes parfois). Ce sont elles qui lancent ou relancent le mouvement à Anzin, Méricourt, l'Escarpelle, qui fournissent les piquets de

8. — S.A.H. : Service d'Approvisionnement des Houillères

grève, qui à chaque relève, s'assemblent dans les rues et empêchent les ouvriers d'aller au travail. Malheur à ceux qui regimbent ! Ils sont houspillés, leurs jardins piétinés, obligés de se rendre à la fosse (et d'en revenir) sous la protection des baïonnettes étrangères. Ces scènes se répètent partout, à Ostricourt, Escaudain, Abscon, Fouquières-les-Lens, Somain, Fenain, Aniche et autre lieux. Bref, les femmes se montrent plus acharnées que les hommes et, fait à noter, leur combativité s'accroît à mesure que la grève faiblit.

Face à elles, policiers et gendarmes se sentent paralysés. Leur nombre et leur fureur les impressionnent. A Mazingarbe, une manifestante ayant frappé un surveillant des houillères, ils n'osent intervenir.

«Devant la multitude des gens exaspérés qui se trouvaient sur les lieux, nous avons jugé impossible de procéder à son arrestation... Etant donné l'agitation qui continue à régner dans les cités, il ne semble pas que son arrestation ultérieure soit réalisable. Il serait à craindre que la populace ne vienne exercer ses violences sur le commissariat».

Cette mollesse déplaisait aux Allemands. Si le service d'ordre français peinait à disperser de tels rassemblements, c'était, prétendaient-ils, en partie «par manque d'autorité, mais aussi parce qu'il ne le voulait pas». Eux n'avaient pas tant de scrupules. Contre les «mégères» comme ils les appelaient, ils utilisaient les pompes à incendie ou encore les parquaient dans de grandes prairies, les laissant pendant des heures sans boire ni manger. Il arriva qu'ils ouvrirent le feu. A l'Escarpelle, une fille fut grièvement blessée à la cuisse, une autre renversée par un camion militaire.

«Il faudra songer à des moyens plus efficaces pour l'avenir», concluait le Lagesbericht. «Prévoir par exemple des gaz lacrymogènes et préparer des lieux d'accueil au cas où des enfants seraient placés en tête des cortèges».

Le climat de violence dans les communes est tel que les maires répugnent à obéir aux injonctions du Pouvoir. Dans le Douaisis, trois d'entre eux ainsi que plusieurs conseillers municipaux sont punis de trois jours de prison par l'occupant pour négligence dans la pose des affiches à eux confiées (Lewarde, Lallaing, Villers-Campeau, Frais-marais et Dorignies). Dans le Pas-de-Calais, tous, sauf Cadot, maire de Bruay et président du «vieux syndicat», se déroberont à l'invitation du Préfet de lancer un appel en faveur de la reprise. Silence également des délégués et des syndicalistes officiels que les Allemands d'ailleurs ne consultent plus. Priem s'en explique dans une lettre à la fédération nationale.

«Les maires ne veulent rien faire, mais on se retourne vers le syndicat en lui demandant de se suicider pour mettre fin à un mouvement déclenché par un parti politique. Si nous l'avons fait, nous étions des briseurs de grève et toutes les vociférations... auraient dorénavant été dirigées contre nous. Le

syndicat aurait été tué. Nous l'avons fait trop souvent et toujours nous avons auprès des ouvriers été condamnés. Ce serait vraiment trop beau de lancer des travailleurs en grève à propos de tout et de rien avec la certitude que les réformistes se jetteront en travers et se feront insulter... Quoique officiellement, nous ne prenons pas position, et ce seul fait pour la masse est considéré comme une condamnation du mouvement, nous avons fait afficher partout les résultats de l'action syndicale en spécifiant que les autres revendications devront se solutionner normalement... Du reste, "ils" ne se trompent pas et les circulaires distribuées tous les jours m'arrangent de belle façon» (6 juin)⁹.

Délateurs, traîtres, lanceurs de bobards, inspireurs de toutes les manœuvres visant à affaiblir le moral des travailleurs en lutte, tels sont en effet les qualificatifs dont la presse communiste affuble les réformistes. La lecture de cette presse, «écrite au combat», est d'ailleurs instructive. Durant ces dix jours, des milliers d'imprimés ont été répandus et de nouveaux journaux créés (le *Cri du mineur* par exemple). Certains tracts reprennent, comme si rien n'était, les campagnes en cours du parti sur la libération des députés communistes, la signature d'un pacte avec l'U.R.S.S., le caractère impérialiste de la guerre, les turpitudes du régime, la défense de la paix. C'est ainsi qu'à Douai, les J.C. placardent des affiches invitant la population à se mobiliser contre les chantiers de la jeunesse et les camps de concentration de Vichy (inventés par les Anglais, repris par les Allemands, précisent-elles). Ces libelles sont surtout, il est vrai, diffusés dans les grandes villes et en dehors de la zone du conflit, quoique *l'Eveil* de Wingles, organe des ouvriers chimistes, en partie les reprenne. Sans ignorer ces thèmes, la presse syndicale a d'autres dominantes. Au début, l'accent est mis sur les revendications des grévistes, puis, très vite, sur l'exemplarité de l'enjeu, la nécessité de tenir, les méfaits de la Gestapo, la collaboration du pouvoir occupant avec les exploiters. Irrésistiblement, la vigueur de l'élan populaire amène l'évocation de juin 1936, époque bénie d'union victorieuse contre le patronat et le *danger fasciste*. Mais plus que les feuilles de sections dotées de l'imprimatur, ce sont les papillons, les carrés de papier collés à la hâte sur les murs qui témoignent des sentiments réels des militants et du déplacement des haines :

«A bas l'oppression étrangère, à bas le capitalisme ! « Femmes, manifestez comme vos sœurs du Pas-de-Calais, continuez la grève jusqu'à la victoire». «Vivre en travaillant ou mourir en combattant, c'est aussi le mot d'ordre des mineurs». «Somma-tions ! c'est aux patrons affameurs qu'il faut en faire. Pour nous travailleurs, le droit de grève c'est le droit à la vie». «Travaux forcés ? Ah, la bonne blague ! nous y sommes tous les jours en travaillant le ventre creux. Qu'on nous y emmène tous. Les

9. — Lettre du 6 juin 1941 ADPdC, SC 481.

généraux de Messieurs Hitler et Mussolini viendront eux-mêmes faire le charbon !»

Cette combativité ne pouvait cependant, à la longue que s'affadir. Car, ainsi que le général Niehoff l'exigeait, les arrestations sont lourdes. Plus de 200 à la date du 5 juin. Après, les Kreiskommandanturs ne comptent plus : il sera temps, l'ordre rétabli, de mettre à jour les états ! Citons parmi les victimes, les prisonniers de guerre, libérés sous condition, ayant participé à la grève, que toutes les compagnies *sauf Drocourt*, dénoncèrent sur injonction de l'occupant.

Arrestations opérées en dépit du bon sens, estime le chef de l'arrondissement minéralogique :

«Les listes demandées par les Allemands (aux entreprises houillères) comportaient trop de noms. Les mines y ont naturellement fait figurer en tête les meneurs connus et catalogués, mais aussi, pour compléter les listes, des ouvriers quelconques ! Sur ces listes, les Allemands ont piqué au hasard. Le résultat, c'est que des ouvriers quelconques ont été arrêtés, tandis que les meneurs connus qui, ne se sentant pas tranquilles, avaient quitté leur domicile, ont pu s'échapper».

En réalité, c'est volontairement que l'occupant frappait au hasard pour accroître l'effet de terreur. Ce qui ne l'empêchait pas de soupçonner les compagnies d'avoir saisi l'occasion, pour se débarrasser d'éléments innocents mais indésirables ! Il y avait décidément beaucoup de Polonais sur leurs listes !

Autre moyen de briser les volontés : les représailles alimentaires. Cafés, restaurants, (cinémas) sont fermés, les livraisons du train bavarois supprimées. Aux épiciers, interdiction est faite de vendre alcools et spiritueux, *bière y compris*. Les distributions de tabac sont suspendues. Le 4 juin, le docteur Schensky avise la chambre des houillères qu'ils seuls ont droit aux rations spéciales (beurre, saucisses, fromage, savons etc...) les ouvriers qui n'ont pas débrayé. Ils viendront les toucher à Lille. Pour des raisons de sécurité, il importe en effet que les marchandises des cantines et du S.A.H.⁸ y soient transportées, les arrivages attendus de Belgique (margarine) détournés. Les frais d'entrepôt seront, bien entendu, à la charge des entreprises. Le lendemain, mesure plus redoutable encore, les compagnies reçoivent l'ordre d'attendre le troisième jour de la reprise pour payer la deuxième quinzaine de mai. Cette fois, c'est un coup au but dont l'O.F.K. accroît l'efficacité en interdisant aux caisses de secours, tout versement d'indemnités de chômage, et aux Werbestellen, toute embauche tant que les choses ne seront pas redevenues normales. Ainsi, les mineurs, à qui les commerçants commencent à refuser le crédit, ne pourront chercher des ressources ailleurs.

Ce 5 juin, si le mouvement s'étiole là où il avait éclos en premier, il résiste dans les autres sièges, voire se consolide chez ceux qui l'ont rejoint tardivement. Economiquement, la situation devient catastrophique.

Passe encore dans la zone interdite où les importations de combustible belge et les prises au carreau permettent de maintenir en état de survie cokeries¹⁰, centrales et sidérurgie. Mais dans la zone de Paris, l'on est au bord du désastre. La veille, la consommation de gaz de la capitale a dû être réduite. Les maigres allocations fournies par les bassins du «centre midi» vont aux usines qui le produisent et aux entreprises alimentaires. Les autres industries ne reçoivent plus rien et il est douteux que la Rüstung partage avec elles, ses provisions. Grâce à leurs réserves, la S.N.C.F. et l'électricité thermique peuvent certes tenir un mois. Mais ces réserves, il faudra bien les reconstituer ! Déjà, en temps ordinaire, le moindre avantage accordé à un usager, l'est au détriment de la vie des autres. Les marges de la répartition sont en effet si étroites que le moindre dérèglement, la plus petite baisse de la production compromettent l'exécution du programme mensuel et que les retards s'accumulent, irratrapables. Dès lors, en supposant que le travail reprenne rapidement dans le Nord, comment épongera-t-on un déficit de l'ordre de 500.000 T ? Au prix de quels sacrifices réapprovisionnera-t-on les stocks des secteurs prioritaires et incompressibles (chemins de fer, centrales) qui consomment plus de charbon français qu'avant guerre ? Que se passera-t-il si les rendements ne retrouvent pas leur niveau d'antan et si le R.W. Kohlensyndicat* mégotte son aide au gouvernement ? C'est un télégramme très alarmiste que le général Stülpnagel envoie le 5 juin au M.B.H. de Belgique en le priant de «stopper la grève au plus tôt», par tous les moyens¹⁰.

Le reflux, 5-10 juin

Il faut en finir. Convoqué à Bruxelles, le docteur Müller, chargé pendant les troubles, de coordonner l'activité des trois Kommandanturs (Douai, Valenciennes, Béthune) revient avec les consignes les plus dures. Signe du raidissement, les deux préfets sont avertis que leur «appel» du 4 ne sera pas affiché et que 200 prévenus au moins seront, après les événements, internés dans un camp de concentration. Si la zone «libre» veut les accueillir, grand bien lui fasse ! Alerté, Vichy accepte, mais le commandement militaire de Paris refuse le passage. En vain, les préfets et la délégation générale s'entremettent. Le 10 juin, l'O.F.K. ordonne de laisser tomber. La question est réglée. Les détenus seront déportés en Allemagne. En cinq jours, leur nombre a considérablement augmenté.

Le 6, en effet, est une journée de «grand combat». Elle a été préparée avec soin. On a même prévu une démonstration de la Luftwaffe au-dessus des communes minières pour mieux impressionner les foules. 105 Feldgendarmes sont arrivés la veille en renfort dans l'arrondissement de Béthune. Répartis en 21 «groupes spéciaux», sous la direction du S.D., ils opèrent de 4 heures du matin à 8 heures du soir, ramenant en dix-huit fournées 160 personnes dont 47 femmes, conduites aussitôt à la caserne

10. — Rapport du Secrétaire général à l'énergie 5 juin. AN Fonds Barnaud.

* R.W. Kohlensyndicat : Syndicat charbonnier Rhéno-Westphalien.

Kléber de Lille. Patrouilles multiples et sessions des tribunaux ont soutenu «l'action de nettoyage». «Remarquable affaiblissement du mouvement dans la région d'origine», constate, satisfait, l'Etat-Major militaire. Cette tendance, il convient de la raffermir en empêchant les femmes de tourmenter les ouvriers qui retournent au travail : Une ordonnance leur interdit de séjourner dans les rues, une demi-heure avant et une demi-heure après chaque relève, celles qui, pour des raisons professionnelles, auraient à faire au dehors, devront être munies d'un certificat de leur employeur.

Le 7, deuxième opération «coup de poing». Les Kommandanturs ont veillé toute la nuit pour la mettre sur pied. Ce jour-là, la cour martiale de Lille condamne 15 inculpés des deux sexes à 5 ou 3 ans de travaux forcés. «Les femmes sont devenues craintives», note le Tagesbericht, «celles qui stationnent à proximité des puits, se sauvent dès qu'elles voient apparaître les soldats». Autant que la terreur, les privations et le manque d'argent ont entamé la résolution des mineurs. Aux postes de l'après-midi, le pourcentage *global* des grévistes tombe à 50 %. La chute est encore plus brutale à Carvin, Dourges, Drocourt et Ostricourt qui ont pratiquement abandonné la lutte. La direction régionale du parti en prend acte, qui donne l'ordre de reprise générale pour le lundi 9. Tracts et messagers répandent partout la consigne, notamment près des obstinés.

«La manœuvre des chefs réformistes-traîtres, des Priem-Legay et compagnie a réussi ; ils ont lancé le mot d'ordre de la reprise du travail qui a été suivi dans le Pas-de-Calais et dans le bassin de l'Escarpelle. Les mineurs ayant été trompés sur l'origine de ce mot d'ordre d'une part, d'autre part la répression massive qu'a exercée l'occupant au service des compagnies minières (des centaines d'arrestations) ne permet plus aux mineurs du Pas-de-Calais de repartir en grève. Dans ces conditions, vous ne pouvez demeurer seuls dans la lutte. Vous risqueriez d'amasser sur vous l'énorme appareil policier actuellement réparti dans les 2 départements.

Reprenez le travail lundi 9 juin.

«Votre courageuse bataille n'a pas été inutile ; en maints endroits le patronat a cédé... Les compagnies minières ont pris connaissance de vos revendications ; votre magnifique bataille ne peut faire autrement que de les faire réfléchir et pour que ces revendications soient satisfaites, il faut que vous restiez unis, **prêts à reprendre le combat sous d'autres formes, avec d'autres méthodes qui prêteront moins à la répression.**

(Tract saisi à Douai le 9 juin).

Le 9, les autorités françaises et allemandes, qui n'ignorent rien des intentions communistes, décident de porter l'estocade. A ses subordonnés, le préfet Carles prescrit de lui fournir les noms de dix meneurs par fosse encore agitée (Aniche). De son côté l'O.F.K. fait occuper, dès l'aurore, par de petits détachements, *tous* les sièges du bassin. Effort militaire considérable, «qui ne pourrait être souvent renouvelé», mais dont l'impact psychologique sera, espère-t-elle, payant. De fait, la reprise se confirme en tous lieux. Seules, persévèrent les concessions qui, telles Bruay, Ligny, Béthune et Nœux, sont entrées les dernières dans la lice.

Le 10 juin, la situation est redevenue normale, sauf à Ligny. Les mesures de rétorsion sont rapportées.

Le 11, s'amorce la «décompression». Les fosses sont évacuées, les unités de Landeschützen quittent le bassin.

Le 14, le général Niehoff adresse deux proclamations : l'une, très célèbre¹¹, aux mineurs victimes des mauvais bergers, l'autre à ses troupes qu'il félicite pour «leur tenue calme et ferme», face à la «provocation». Il ne doute pas qu'à l'avenir, elles sauront répondre «aux plus hautes exigences d'action» et «faire leur devoir en union avec le Führer dans son combat pour l'Allemagne».

«C'est la guerre des paperasses qui recommence» note, vers la même date, l'Oberstleutnant Müther. L'heure est en effet venue, pour chacun, de dresser le bilan.

11. — Poussés par des sujets irresponsables, vous vous êtes laissé entraîner, contrairement à vos intérêts, dans une guerre malgré l'interdiction qui existe à l'égard des grévistes, de toute sorte de refus de travailler et d'exclusion du travail.

Vous saviez bien qu'en faisant la grève, vous n'avez pas respecté vos intérêts ni ceux de votre pays. Pire que cela, vous avez, au contraire, amené de la misère indicible à vous-mêmes, à vos camarades et à vos familles, tandis qu'une grande partie de vrais meneurs ont foutu le camp de bonne heure, en vous abandonnant. Même à l'avenir, la force occupante supprimera chaque tentative de troubler la paix sociale par les mesures les plus rigoureuses, qui, sans pitié, ne frapperont pas seulement les agitateurs, mais chaque gréviste. C'est pourquoi je vous exhorte à ne pas refuser le travail. Mes ordonnances antérieures vous ont fait connaître que vous avez bien les moyens légitimes de faire écouter vos revendications et vos souhaits. Adressez vous d'abord à vos directions ! Elles sont tenues à examiner vos plaintes à fond et à y porter remède, si possible. Si ce moyen ne mène pas au succès, il vous reste la possibilité de vous adresser aux autorités occupantes qui examineront vos souhaits avec l'attention qu'elles sont habituées à donner à la situation sociale des ouvriers, et qui prendront une décision. Mais de tout temps, avant comme après la grève, vous suivrez le principe :

Pas de pourparlers avec des grévistes et des meneurs !

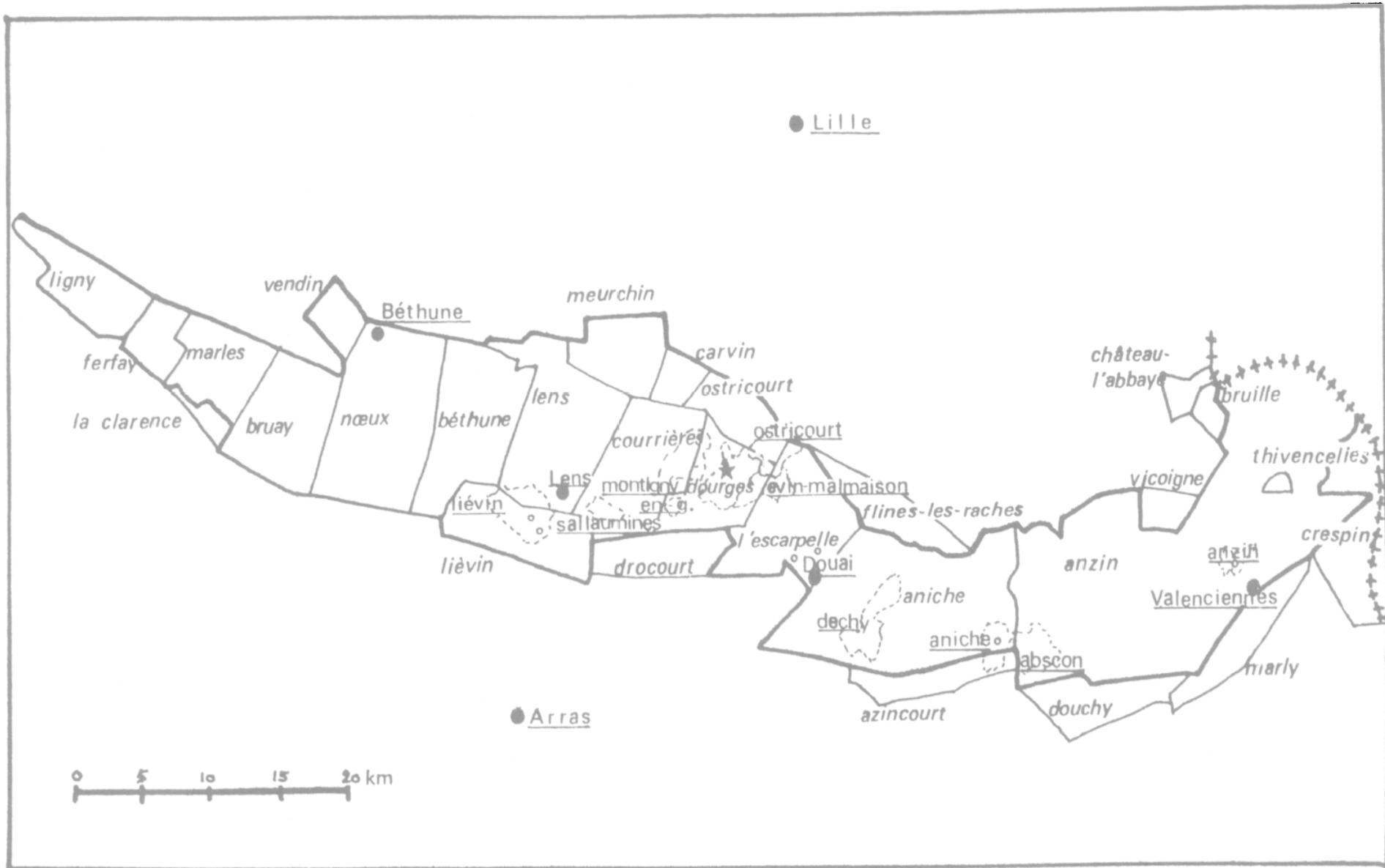
On prendra les mesures nécessaires afin que vous soyez bien représentés par les délégués vis à vis des directions des usines et des autorités occupantes. La situation actuelle vous demande encore une chose :

d'être raisonnable,

que donc chacun de vous remplisse sa place aussi bien que possible et de bonne volonté. En ce faisant, vous servez, comme Français, l'intérêt de votre pays.

Si vous conservez la paix sociale de cette façon, la force occupante prêtera toujours l'oreille à vos intérêts.

LE BASSIN MINIER DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS



- fosse
- ★ fosse 7 de dourges
- lens concessions minières
- dechy commune
- limites de concession
- limites communales

Si les journaux communistes sont unanimes à célébrer le retentissement de la grève et le courage des grévistes, ils divergent quand ils abordent le sens et le contenu du mouvement.

Les grands organes du parti et de la J.C. l'analysent en fonction de la ligne anticapitaliste et neutraliste de l'internationale. «Des meilleurs ravitaillements, des salaires plus élevés, une plus grande sécurité dans leur pénible travail social, voilà ce que demandaient les mineurs et *Rien d'autre* (en lettres capitales dans le texte), affirme l'*Enchainé* du Nord, tandis que l'*Humanité* éprouve le besoin de rappeler à ces mêmes mineurs que leur salut ne viendra pas de «la victoire d'un impérialisme sur un autre».

Quoiqu'orthodoxe sur le fond, la presse syndicale locale (celle surtout du P.-de-C.) en décrivant par le menu la longue série des atrocités allemandes apporte une tonalité autre, que Julien Hapiot résume parfaitement en écrivant :

«L'occupant sait désormais que ceux qui peinent et souffrent dans la misère en travaillant ne supporteront pas indéfiniment le joug de l'oppression nationale. Cet aspect de la lutte est d'une importance capitale. Julien Hapiot ne se trompait pas. Le P.C. tira grand prestige et grand profit d'une action dont l'opinion apprécia, avant tout, l'aspect patriotique. Dans le bassin, elle lui permit d'achever, en sa faveur et au détriment des socialistes, le reclassement en cours depuis 1936.

Aux yeux des administrateurs de l'Etat français, la grève avait précipité une conjonction de forces redoutable. Sous le signe de l'antifascisme «la mentalité que j'ai trouvé chez mes compatriotes (du Nord) me fait peur», notait le 9 juin 1941, un envoyé du maréchal, «ils sont travaillés par les agents de la propagande anglaise derrière laquelle on retrouve la clique communiste, qui n'est pas... anglophile, mais qui espère que dans les troubles, elle pourra retrouver sa puissance de 1936. Il faut un certain courage là-bas... pour défendre le maréchal devant ses braves gens». Jugement confirmé, un mois plus tard, par un autre délégué de Vichy «...Le jour où la fortune sera contraire (au gouvernement), on verra surgir de toutes parts les armes nombreuses que les particuliers conservent à l'abri. L'insurrection qui pour lors apparaîtra sera sociale en même temps que nationale». C'est dire le soulagement avec lequel le sous préfet de Douai et d'autres fonctionnaires accueillirent la nouvelle des arrestations massives opérées par les allemands : Enfin, «ils» réagissaient, «ils» abandonnaient leur attitude équivoque et embarrassée.

Dressant le bilan des événements, les rapports de synthèse de la MV et de la Kreiskommandantur de Béthune, désignèrent en effet le parti communiste comme «l'ennemi privilégié». Si au départ, affirmaient-ils, les motivations de la grève étaient incertaines, il apparut très vite, qu'elle s'en prenait *directement* aux intérêts et à la puissance de l'occupant. On aurait tort de croire, poursuit le Lagebericht que les coups portés au P.C. l'ont définitivement affaibli. Celui-ci a gardé sa structure clandestine, il possède des armes, il peut quand il veut relancer l'agitation. Contre le danger qu'il représente, il est deux parades.

Celle, bien entendu, de la propagande. Il importe d'abord de donner quelques apaisements au nationalisme indigène, en laissant plus de liberté aux «mouvements de rénovation», en assouplissant prudemment les relations avec le gouvernement de Vichy que l'on a jusqu'ici «snobé». Nul doute en effet que le gaullisme «plus puissant ici que dans le reste de la France» se soit nourri des inquiétudes sur le sort futur de la région, de l'isolement de celle-ci, des imprudences de la presse séparatiste. Prudence tactique donc de ce côté-là. Il importe aussi d'effacer l'impression que les autorités occupantes sont le soutien et le complice du capitalisme français, ce dont les ouvriers sont maintenant convaincus. Une tâche ardue ! étant donné le discrédit des délégués mineurs officiels et le retard d'un «patronat» qui n'a pas encore fait son apprentissage social. Raison de plus pour imposer aux compagnies des réformes profondes qui amélioreront la qualité de la vie de leur main d'œuvre, (habitat, équipements sportifs, etc...), pour réintroduire *officiellement* les syndicats, qui agiront sous le contrôle étroit des conseillers militaires...

Celle surtout de la répression. La fin de la grève ne met pas un terme aux arrestations. Celles-ci continuèrent durant la semaine qui suivit. Il est difficile d'en connaître le montant exact. Les chiffres varient selon les services, des personnes ayant été relâchées au lendemain du 10 juin après intervention de notables et accord du S.D., tandis que d'autres venaient les remplacer dans les geoles allemandes, sans que la comptabilité enregistre ces flux et reflux. Au total, il semble que le nombre d'emprisonnements dépasse les 400. Sur ces 400, 231 détenus seront déportés en Allemagne le 20 juillet 1941, d'autres les rejoindront, soit en tout 270. En vérité, la repression laissa un tel souvenir de terreur dans le bassin que le P.C. ne réussit plus à y lancer d'action d'envergure avant 1943. Toutes ses tentatives de débrayage massif (août 41, mars 42) échouèrent. En outre, ses structures éclatèrent, surtout dans le Nord, sous les coups répétés que lui portèrent les polices françaises et allemandes après le 21 juin. Début 1943, elles étaient à refaire.

Etienne DEJONGHE

Etat sommaire des sources

Aux ouvrages et sources d'archives cités en référence dans les précédents articles de la *Revue du Nord* : «Communistes et opinion pendant la drôle de guerre», oct.-déc. 85 et «Les communistes dans le Nord/Pas-de-Calais de juin 1940 à la veille de la guerre des mineurs, juil.-sept. 1986, ajouter :

A. LECŒUR, interview au *Monde du dimanche*, 7 juin 1981 ; L. STEINBERG, *Les Allemands en France*, Albin Michel, 1980 dans lequel se trouvent de larges extraits du rapport de l'O.F.K. 670 sur la grève.

Sources :

1. Allemandes :

- Prémisses de la grève : CH1GMB T 501-96/463 et suivants.
- Sur la grève : Tagebericht de la KK Béthune.
Rapport de synthèse de la KK de Béthune
Rapport de synthèse du 35^e régiment in ADPdC R 2171
- Après la grève : rapports des MBH de Bruxelles et de Paris : AN AJ40/118 g et CH2GMB : T 501-96/680 rapport et CH2GMB : T 501/105 rapports MV

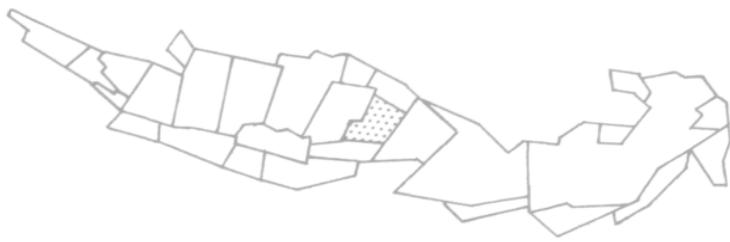
2. Françaises :

- Archives départementales : ADN R 2014
W 479, 1239, 1250, 1610
ADPdC M 4401, 4403, 480, 481, 951 et suivants
1 Z 406, M 5232 et s.
- Archives nationales : AN AJ 41/336, 342, 396 et suivants
Fonds Barnaud 37-39
- Chambre des Houillères du Nord : Circulaires et P.V.

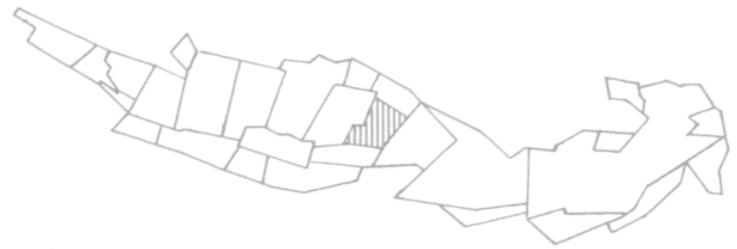
3. Presse clandestine et presse officielle. Références in *Revue du Nord*, oct. 85 et sept. 86.

ABREVIATIONS

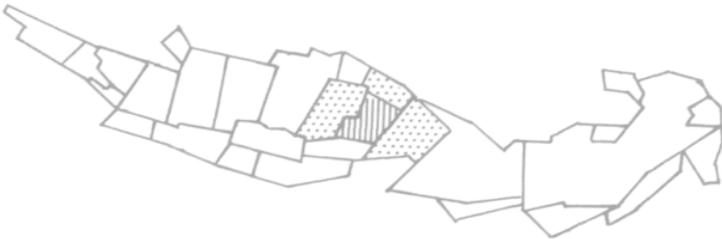
| | |
|---------|---|
| AN | : Archives Nationales |
| ADN | : Archives Départementales du Nord |
| ADPdC | : Archives Départementales du Pas-de-Calais |
| CRH2GMB | : Centre de Recherches Historiques sur la 2 ^e Guerre Mondiale (Bruxelles). |



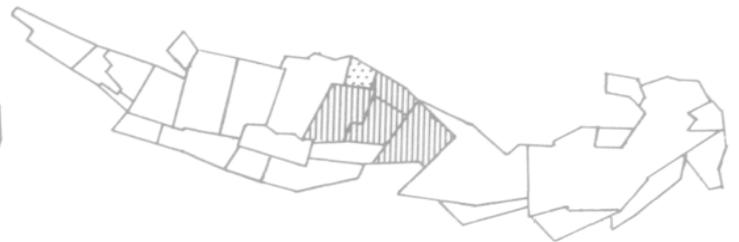
27 mai



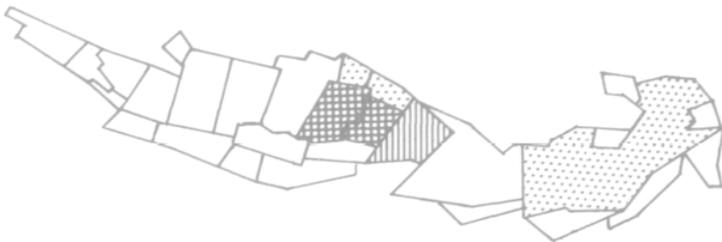
28 mai



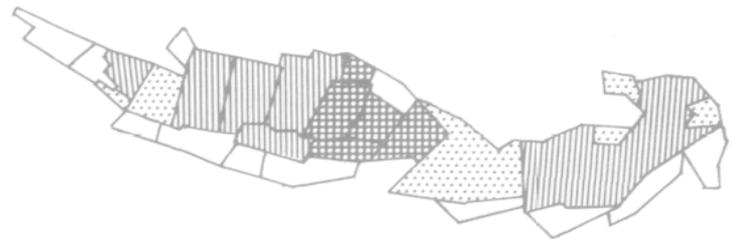
29 mai



30 mai



31 mai

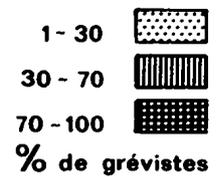


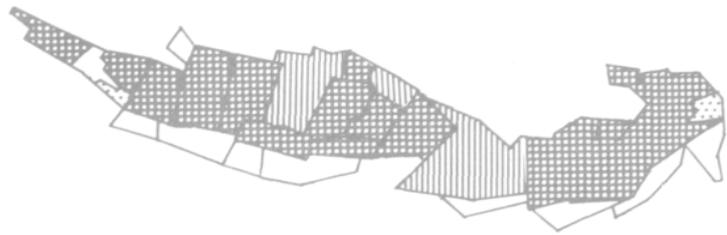
3 juin

GREVE DES MINEURS

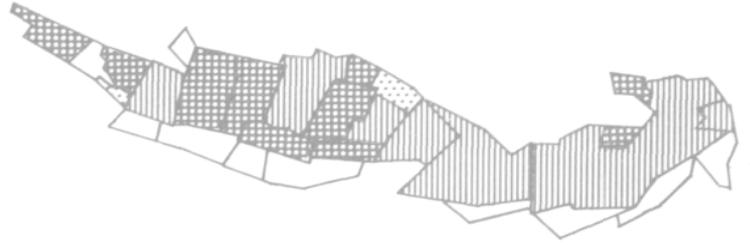
du 27 mai au 10 juin 1941

Bassin minier du Nord-Pas de calais

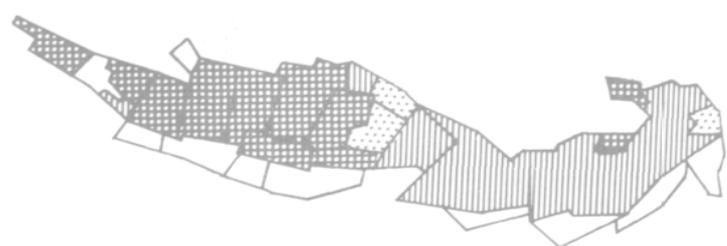




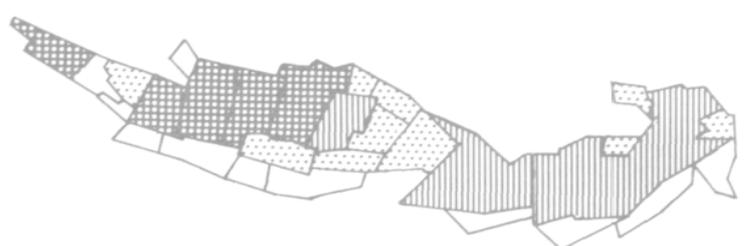
4 juin



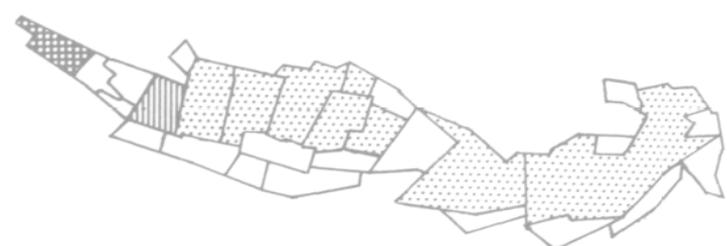
5 juin



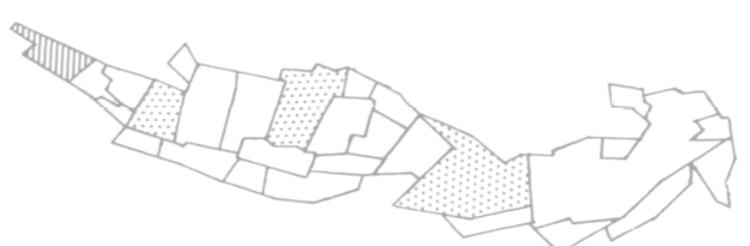
6 juin



7 juin



9 juin



10 juin

GREVE DES MINEURS

du 27 mai au 10 juin 1941

Bassin minier du Nord-Pas de Calais

